

Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	23 mai 2019	03 juin 2019
Quorum 59		
Votants 71		
Suffrages exprimés : 71		

Séance du 12 juin 2019

N°190603-38

L’an deux mil dix-neuf, le 12 juin à 19 h 10, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Etaient présents :

MM Jean-François ALIGNY, Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEAUFILS, Pierre-Luc BILLIEZ, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Jean BUGEON, Danièle CAMINADE, Bertrand CARPENTIER, Raymond CARPENTIER, Philippe CARREIN, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Odile COUROYER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Philippe DUFOUR, Annie DUMENIL, Philippe ETIENNE, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Gérard FOUCHÉ, Daniel FREBOURG, Laurent GODEFROY, Françoise GUILLOT, Christiane HERVIEUX, Hervé JOLLY, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, François-Pierre LECLUSE, Agnès LEDUC, Yves LEFRIQUE, Daniel LEGROS, Jérôme LHEUREUX, Jean-Louis LUYPART, Paul MENARD, Nicolas MOLETTE, Sylvain MONNIER, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Joël SALLE, Maryvonne SCHILD, Daniel SEIGNEUR, Michel SERY, Jean-Pierre THEVENOT, Pascal VANIER, Michel VIARD, Patrick VICTOR et René VIMONT.

Etaient absents représentés par le suppléant :

Mme Isabelle DUJARDIN (Thiouville) représentée par M. Pascal DEBREE
 M. Patrice FAUCON représenté par M. Jean-Paul BEUVIN
 M. Jacques LEFRANCOIS représenté par M. Guy BUREL
 M. Didier LEMAISTRE représenté par M. Bruno THUNE
 M. Alain LETARD représenté par Mme Valérie MORSALINNE
 M. Michel LIEURY représenté par M. Emmanuel BOUST
 M. Benoît MOREAU représenté par Mme Marie-Hélène CHANGARNIER

Etaient absents excusés avec pouvoir :

Mme Chantal BERTEAU a donné pouvoir à M. André-Pierre BOURDON
 M. Jean-François BOQUET a donné pouvoir à M. Paul MENARD
 Mme Christine CHANGEUX a donné pouvoir à M. René VIMONT
 M. Jean-Louis CHAUVENSY a donné pouvoir à M. Gérard COLIN
 Mme Isabelle DUJARDIN (Saint Valéry en Caux) a donné pouvoir M. Joël SALLE
 Mme Christine GROUT-LIMARE a donné pouvoir à Mme Marie-Louise DOULET
 Mme Brigitte HATTON a donné pouvoir à Mme Agnès LEDUC
 M. Pierre-Yves JEGAT a donné pouvoir à M. Pascal VANIER
 M. David LAMBION a donné pouvoir à M. Jean-Claude CLAIRE
 M. Régis PETIT a donné pouvoir à Mme Françoise GUILLOT
 M. Alain POILVE a donné pouvoir à M. Daniel SEIGNEUR
 Mme Marie-Pierre VASLIN a donné pouvoir à M. François-Pierre LECLUSE

Absents excusés :

MM Claude DESAEGER, Thierry FABAREZ, Stéphane FOLLIN et Mme Dominique CHAUVEL

Absents :

MM Rémy BELLANGER, Hubert BUQUET Jean-Michel COLOMBEL Jean-Marc COPPENS, Jean-Luc COTTARD, Enrick DE BRABANDERE, Stéphane DEGREMONT, Hervé MOUQUET et Mmes Françoise MARIE, Justine MORTELECQUE, Aurore RAUCH

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Jean BUGEON a été élu secrétaire de séance.

*_*_*_*

Objet :

LOGEMENT - BUTOT-VENESVILLE, 3 résidence de la Sainte Ville - Vente à Madame Carla BROCHARD et Monsieur Benjamin LEFRANT de la parcelle cadastrée section ZA n°56
N°38

Vu ensemble le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu la compétence de la Communauté de Communes en matière de Politique du logement et du cadre de vie,

Considérant que la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre est propriétaire de la parcelle cadastrée section ZA n°56, située à BUTOT-VENESVILLE, d'une superficie de 866 m², sur laquelle est édifié un pavillon à usage d'habitation de type F5.

Considérant que le bien immobilier, mis en location depuis l'achèvement de sa construction en 1997, a été libéré par les locataires,

Considérant que suivant délibération n° 100915-19 du 15 septembre 2010, le Conseil Communautaire a décidé de vendre les parcelles édifiées de maison à usage d'habitation, au fur et à mesure de leur libération par les locataires,

Considérant que Madame Carla BROCHARD et Monsieur Benjamin LEFRANT ont proposé d'acquérir le pavillon moyennant le prix de 130.000 € net vendeur, par courrier du 14 mai 2019,

Vu l'avis de France Domaine estimant le bien à 140.000 €, avec une marge d'appréciation de 10 %,

Vu l'avis favorable du bureau en date du 16 mai 2019.

**Le Conseil Communautaire,
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **accepte la vente de la parcelle sise à BUTOT-VENESVILLE, cadastrée section ZA n° 56, sur laquelle est édifiée une maison à usage d'habitation, à Madame BROCHARD et Monsieur LEFRANT, moyennant le prix de 130.000 € net vendeur. Les frais d'acte notarié sont à la charge de l'acquéreur,**
- **autorise le Président à signer la promesse de vente, l'acte de vente et tous documents s'y rapportant.**

**Pour extrait certifié conforme,
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,**

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982.

Le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 38 - Séance du 12/06/19 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture : 21/06/19
Date de publication : 21/06/19

G. COLIN



Le Président,

Gerard COLIN

Accusé de réception en préfecture
Conformément aux dispositions du Code de Procédure Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication.
Dans le délai de réclamation susdité, par 21/06/2019 devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.